



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial*

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/193 portant prescriptions complémentaires  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société Lafarge Granulats à Bouguenais**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2006 autorisant la Société des Carrières de l'Estuaire à exploiter une carrière et des installations de traitement des matériaux et à remblayer cette carrière située sur le territoire de la commune de Bouguenais au lieu dit « Les Maraîchères » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2007 transférant l'autorisation d'exploitation du 29 novembre 2006 à la société Lafarge Granulats Ouest ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 août 2014 transférant l'autorisation d'exploitation du 29 novembre 2006 à la société Lafarge Granulats France ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017/ICPE/050 du 27 avril 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2006 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022/ICPE/040 du 23 février 2022 modifiant les modalités de remblaiement de l'excavation ;

**Vu** le changement de dénomination sociale de la société Lafarge Granulats devenue LafargeHolcim Granulats le 1er janvier 2018 ;

**Vu** le changement de dénomination sociale de la société LafargeHolcim Granulats devenue Lafarge Granulats le 1er janvier 2022;

**Vu** la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société Lafarge Granulats le 19 décembre 2023 concernant la prolongation de la durée d'autorisation ;

**Vu** l'absence d'observation ou proposition du public déposées lors de la consultation du public par voie électronique réalisée du 28 avril 2025 au 13 mai 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 20 mai 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société Lafarge Granulats le 21 mai 2025 ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant formulées par courrier du 27 mai 2025 ;

**Considérant** que le projet, qui consiste en la prolongation de la durée d'autorisation :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages ;

**Considérant** que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE .I IDENTIFICATION ET PORTÉE**

---

#### **ARTICLE I.1.      EXPLOITANT**

La société Lafarge Granulats, dont le siège social est situé 14 boulevard Garibaldi – 92130 Issy-les-Moulineaux, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs qui demeurent applicables, pour la poursuite de l'exploitation de la carrière et ses installations connexes situées sur la commune de Bouguenais au lieu dit Les Maraîchères.

#### **ARTICLE I.2.      MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions suivantes sont modifiées, complétées ou supprimées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 29 novembre 2006	1 <sup>er</sup> , 1-4, 11-1	Modification de prescription

## **TITRE II. MODIFICATION ET COMPLÉMENT DE PRESCRIPTIONS**

### **ARTICLE II.1. TABLEAU DE CLASSEMENT**

Le tableau de classement figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2006 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
2510-1	Exploitation de carrières	Surface totale : 393 671 m <sup>2</sup>	A
2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 200 kW	Installation mobile : 1 100 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Superficie : 86 000 m <sup>2</sup>	E
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	500 m <sup>3</sup>	DC

\* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration, »

Après le tableau de classement figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2006 susvisé, il est inséré les alinéas suivants :

« Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :



<b>Rubrique</b>	<b>Désignation</b>	<b>Grandeurs caractéristiques</b>	<b>Régime*</b>
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4 piézomètres de surveillance	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> /an	Pompage en fond de fosse des eaux d'exhaure de la carrière, hors eaux pluviales, de l'ordre de 230 000 m <sup>3</sup> /an	A
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Emprise de la carrière : environ 39,3 ha	A
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m <sup>3</sup> /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau.	Rejet total estimé à 230 000 m <sup>3</sup> /an soit 685 m <sup>3</sup> /j et 12 % du débit du cours d'eau récepteur	D
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m	Déviations et busage du cours d'eau du Bougon	A

\* A = Autorisation, D = Déclaration »

## **ARTICLE II.2. DURÉE DE L'EXPLOITATION**

Le premier alinéa de l'article 1-4 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2006 susvisé est remplacé par :  
« L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 25 ans, dont 15 ans d'exploitation puis 10 ans de remblaiement avec des matériaux inertes. »

### **ARTICLE II.3. GARANTIES FINANCIÈRES**

La dernière ligne du tableau figurant à l'article 11-1 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2006 susvisé est supprimée.

A la suite du tableau figurant à l'article 11-1 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2006 susvisé, il est ajouté la prescription suivante :

« Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées. Pour la période allant du 01/01/2025 au 26/11/2031, le montant des garanties financières est de 300 078 € TTC. Il est défini par référence à l'indice TP01 de septembre 2023 égal à 130,8 et pour une TVA de 20 %. »

---

### **TITRE III. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS**

---

#### **ARTICLE III.1. SANCTIONS**

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

#### **ARTICLE III.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de **l'article R. 181-45** ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture ***prévue au même article.***

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'un présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **ARTICLE III.3. PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié à la société Lafarge Granulats, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée à la maire de la commune de Bouguenais.

### **ARTICLE III.4. EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, la Maire de la commune de Bouguenais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 17 Juin 2025

**LE PRÉFET,**

*Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale*

  
Dominique YANI